L'ABEILLE.

PAR BULLIT, MAGNE & CIE.

No 81, RUE CHARTRES.

JOURNAL QUOTIDIEN, $12 — Deux fois par semaine, $10 payable d'avance

POUR LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

HENRY CLAY,

DU KENTUCKY,

Nommé à la décision d'une Convention Nationale

NOUVELLE-ORLEANS

MARDI MATIN, 22 OCTOBRE 1839

AFFAIRES D'ESPAGNE.
AFFAIRES D'ORIENT.

Les deux questions Européennes qui préoccupent toute l'attention, l'une, celle d'Espagne, moins en les mentionnée, touche, dit-on, à sa fin; l'autre, plus importante et plus générale, s'avance de plus en plus, se complique davantage chaque jour, devient chaque jour plus menaçante et n'atera longtemps sans dénouement. En vérité il faut toujours avoir la complicité de l'Europe soit mise en problème. Nous relatant il? Nous le dirons sans détour, parce qu'elle est notre conviction, cela tient au peu de confiance avec lequel les questions politiques sont posées en Europe, au peu de fermeté de la plupart des hommes, au peu de franchise surtout qui préside aux relations diplomatiques. Les Cabinets n'auront-ils donc jamais le bon esprit de renoncer à suivre les errements de la vieille politique? N'aurons-ils donc jamais le courage et la bonne foi de jouer cartes sur table. Les questions qui paraissent le plus difficiles arriveraient bien plus vite à une solution et l'on rameneraît aussi dans les esprits une confiance toujours prête à se briser parce qu'ils ne trouvent nulle part sécurité complète; et cette sécurité ne peut exister tant que les gouvernements ne prendront pas pour devise: Franche foi et fermeté! Plaise à Dieu qu'ils y arrivent bientôt.

Le gouvernement espagnol n'a, dans ce moment, pas bien bel occasion de mettre en pratique cette politique nouvelle. Son adversaire le plus redoutable, Don Carlos, s'est sauvé en France avec tout son état et 3,000 hommes de troupes environ; les principales villes se rallient successivement leur soumission. Les provinces insurgées paraissent être lasses de la guerre, et l'on espère qu'elles se soumettront aussi bientôt. Plaise à Dieu que cette espérance ne soit pas prématurée! Plaise à Dieu que la guerre civile soit définitivement terminée! Nous croyons du moins que la pacification complète de l'Espagne dépendra désormais de la conduite que va tenir le gouvernement de la Reine. La fuite de Don Carlos, à notre avis, simplifie singulièrement la question, mais ne la résout pas. Puisque Don Carlos a abandonné la lutte, arrive, quelques chefs qui, pour la plupart se battaient bien à ses ordres, jusqu'à ses armes, il ne faut pas croire que ce ne soit plus rien à faire qu'à célébrer le triomphe d'Isabelle. On a l'habitude en Europe de ne vaincre jamais que des chefs et de tenir fort en compte le peuple. C'est un tort assurément et grave, et ce serait une faute capitale et qui compromettrait étrangement l'avenir de l'Espagne. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'insurrection a commencé par le peuple et rien que le peuple, sans Don Carlos, avant même que Don Carlos ne se mît en mouvement, le contient des droits fort douteux assurément des provinces, et je ne fais pas une seule exception, les provinces se sont soulevées pour maintenir leurs privilèges, pour sauver leurs *fueros*. Si plus tard le Prétendant est venu mêler sa cause à la leur, s'il a réuni ses partisans à des hommes qui luttaient comme lui, mais dans un intérêt tout différent, contre le même ennemi, ce n'est pas un mot l'insurrection provinciale semble après le Prétendant pour chef, c'est que toute insurrection a besoin d'un drapeau, c'est que les partisans les plus opposés n'hésitent jamais à se prêter quelquefois ensemble. Qu'on se garde donc bien de confondre deux causes qui se sont momentanément alliées ensemble, et qui malgré cette alliance, en sont pas moins encore fort distinctes aujourd'hui. Le gouvernement de la reine ne l'oubliera pas, nous espérons dans son intérêt. Il est vainqueur de l'insurrection Carliste, et dans notre opinion, cette insurrection n'a plus aucune chance de revivre. Les peuples en ont assez de ces lourds états-majors qui font plus de bruit que de besogne et qui ne sont bons qu'à ruiner les pays sur lesquels ils vivent; les peuples ne croient plus à cette belle fiction de la légitimité qui les a tant bercés, ils ne se dévouent d'ailleurs que pour des hommes qu'ils aiment, jamais pour une pure chimère. Ainsi, nous le répétons, l'insurrection provinciale est bien morte; mais l'insurrection provinciale, elle qui a le plus de force et d'activité, elle a ne l'est pas encore; celle-là d'ailleurs ne s'appaisera peut-être un moment que pour recommencer de plus belle au bout de quelque tems. C'est avec celle-là qu'il faut traiter, et dans les négociations qui en entameront avec elle, il faudra apporter bien de la franchise. Qu'on n'aille pas agir en vainqueur qui ne sait des lois sur une pacification ainsi obtenue ne serait qu'une trêve temporaire et le fléau de la guerre civile recommencerait bientôt. Non, il faut que le gouvernement de la reine se décide à de nombreuses concessions, il faut que les provinces insurgées soient traitées avec certaine faveur, il faut surtout qu'on respecte leurs *fueros* et qu'on les maintienne en leur entier. Nous le disons sans détour, les provinces insurgées soient traitées avec certaine faveur, il faut surtout qu'on respecte leurs *fueros* et qu'on les maintienne en leur entier. Nous le disons sans détour, les provinces insurgées soient traitées avec certaine faveur, il faut surtout qu'on respecte leurs *fueros*. Si plus tard le Prétendant est venu mêler sa cause à la leur, s'il a réuni ses partisans à des hommes qui luttaient comme lui, mais dans un intérêt tout différent, contre le même ennemi, ce n'est pas un mot l'insurrection provinciale semble après le Prétendant pour chef, c'est que toute insurrection a besoin d'un drapeau, c'est que les partisans les plus opposés n'hésitent jamais à se prêter quelquefois ensemble. Qu'on se garde donc bien de confondre deux causes qui se sont momentanément alliées ensemble, et qui malgré cette alliance, en sont pas moins encore fort distinctes aujourd'hui. Le gouvernement de la reine ne l'oubliera pas, nous espérons dans son intérêt. Il est vainqueur de l'insurrection Carliste, et dans notre opinion, cette insurrection n'a plus aucune chance de revivre. Les peuples en ont assez de ces lourds états-majors qui font plus de bruit que de besogne et qui ne sont bons qu'à ruiner les pays sur lesquels ils vivent; les peuples ne croient plus à cette belle fiction de la légitimité qui les a tant bercés, ils ne se dévouent d'ailleurs que pour des hommes qu'ils aiment, jamais pour une pure chimère. Ainsi, nous le répétons, l'insurrection provinciale est bien morte; mais l'insurrection provinciale, elle qui a le plus de force et d'activité, elle a ne l'est pas encore; celle-là d'ailleurs ne s'appaisera peut-être un moment que pour recommencer de plus belle au bout de quelque tems. C'est avec celle-là qu'il faut traiter, et dans les négociations qu'on entamera avec elle, il faudra apporter bien de la franchise. Qu'on n'aille pas agir en vainqueur qui ne sait des lois sur une pacification ainsi obtenue ne serait qu'une trêve temporaire et le fléau de la guerre civile recommencerait bientôt. Non, il faut que le gouvernement de la reine se décide à de nombreuses concessions, il faut que les provinces insurgées soient traitées avec certaine faveur, il faut surtout qu'on respecte leurs *fueros* et qu'on les maintienne en leur entier. Nous le disons sans détour,